

<https://zintv.org/lechech-imperiale-etats-unis/>

L'ÉCHEC DE LA RELANCE IMPÉRIALE DES ÉTATS-UNIS

Par Claudio Katz

[ALAINET](#)

Traduit par [Venesol](#)

EN LIEN :

Avec plus de diplomatie, le président Joe Biden insistera sur des politiques agressives utilisant une couverture idéologique usée jusqu'à la corde.

Les États-Unis tentent de retrouver leur domination mondiale en perte de vitesse en s'emparant des richesses, en réprimant les rébellions et en dissuadant leurs concurrents. Elle soutient cette opération avec une puissance militaire gigantesque et une économie d'armement lourd.

Les guerres hybrides ont radicalement transformé l'interventionnisme impérial. Ils ont multiplié le scénario chaotique de réfugiés et de victimes civiles généré par la démolition de plusieurs États.

La rupture de la cohésion interne est le principal obstacle à la résurgence de l'impérialisme étasunien. Les échecs économiques et géopolitiques de Trump ont confirmé ces limites. Cette impuissance n'a pas diminué le réarmement avec de nouveaux dispositifs atomiques. Avec plus de diplomatie, Joe Biden insistera sur des politiques agressives utilisant une couverture idéologique usée jusqu'à la corde.

La tentative des États-Unis de reprendre la domination mondiale est la principale caractéristique de l'impérialisme du XXI^e siècle. Washington entend reprendre cette primauté face aux adversités générées par la mondialisation et la multipolarité. Elle est confrontée à l'émergence d'un grand rival et à l'insubordination de ses anciens alliés.

La première puissance mondiale a perdu son autorité et sa capacité d'intervention. Il cherche à contrecarrer la propagation de la puissance mondiale et l'érosion systématique de son leadership. Au cours des dernières décennies, elle a tenté plusieurs fois sans succès d'inverser son déclin et continue de tâtonner pour sa résurrection.

Toutes ses actions sont basées sur l'usage de la force. Les États-Unis ont perdu le contrôle de la politique internationale qu'ils ont affiché dans le passé, mais ils conservent une grande puissance de feu. Elle élargit un arsenal destructeur pour forcer sa propre reconstitution. Ce comportement confirme la dynamique terrifiante de l'impérialisme en tant que mécanisme de domination.

Dans la première moitié du XXe siècle, les grandes puissances ont contesté le leadership mondial par la guerre. Dans la période suivante, les États-Unis ont exercé ce leadership avec des interventions armées dans la périphérie pour faire face à la menace socialiste. Actuellement, le capitalisme occidental est confronté à une crise très grave avec son timonier hors service.

Washington tente de reconquérir la suprématie dans trois domaines qui définissent la domination impériale : la gestion des ressources naturelles, l'assujettissement des peuples et la neutralisation des rivaux. Toutes ses opérations visent à capturer des richesses, à réprimer les rébellions et à dissuader les adversaires.

Le contrôle des matières premières est indispensable pour maintenir la primauté militaire et garantir des approvisionnements qui ont un impact sur le cours de l'économie. L'endiguement des soulèvements populaires est essentiel pour stabiliser l'ordre capitaliste que le Pentagone a assuré pendant des décennies. Les États-Unis tentent de maintenir la force qu'ils ont traditionnellement utilisée pour intervenir en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Il doit également s'occuper des Chinois provocateurs pour briser les autres rivaux. C'est dans ces batailles que se décidera le succès ou l'échec de la résurrection impériale américaine.

LA CENTRALITÉ DE LA GUERRE

L'impérialisme est synonyme de puissance militaire. Toutes les puissances ont dominé en jouant cette carte, sachant que le capitalisme ne pouvait pas survivre sans armées. Il est vrai que le système a également recours à la manipulation, à la tromperie et à la désinformation, mais il ne remplace pas la menace coercitive par une simple prééminence idéologique. Elle combine la violence avec le

consentement et applique un pouvoir implicite (*soft power*) qui est basé sur un pouvoir explicite (*hard power*).

Il est utile de rappeler ces fondamentaux face aux théories qui remplacent l'impérialisme par l'hégémonie comme concept organisateur de la géopolitique contemporaine. Il est certain que les puissants ont renforcé leur prédication par le biais des médias. Ils ont développé un travail systématique de désinformation et de dissimulation de la réalité. Ils ont également perfectionné l'utilisation des institutions politiques et judiciaires de l'État pour assurer leurs privilèges. Mais dans l'ordre international, la suprématie des grandes puissances est réglée au moyen de menaces militaires.

Le système mondial fonctionne avec une sauvegarde guerrière commandée par les États-Unis. Depuis 1945, la première puissance a entrepris 211 interventions dans 67 pays. Elle maintient actuellement 250.000 soldats stationnés dans 700 bases réparties dans 150 pays (Chacón, 2019). Cette méga-structure a guidé la politique américaine depuis le largage des bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima et la formation de l'OTAN comme bras auxiliaire du Pentagone.

Les trois grandes incursions de la guerre froide (Corée en 1950 – 1953, Vietnam en 1955 – 1975 et Afghanistan en 1978 – 1989) ont démontré la portée mortelle de ce pouvoir. Washington a construit un tissu international d'installations militaires sans précédent dans l'histoire (Mancillas, 2018).

Le contrôle des matières premières a été un facteur déterminant dans de nombreuses opérations de guerre. Les massacres subis par le Moyen-Orient pour régler la question de savoir qui gère le pétrole illustrent cette centralité. Ce conflit a déclenché l'effusion de sang en Irak et en Libye et a influencé les incursions en Afghanistan et en Syrie. Les réserves de pétrole sont aussi le butin convoité par les généraux qui organisent le harcèlement de l'Iran et l'encercllement du Venezuela.

ÉCONOMIE DE L'ARMEMENT

La politique étrangère étasunienne est conditionnée par le réseau d'entrepreneurs qui tirent profit de la guerre. Ils profitent de la fabrication d'explosifs qui doivent être testés dans un coin de la planète. L'appareil militaro-industriel a besoin de ces confrontations. Elle se nourrit d'une dépense qui augmente non seulement dans les périodes de bellicisme intense, mais aussi dans les phases de détente.

Une grande partie de l'évolution technologique est traitée sur l'orbite militaire. L'informatique, l'aéronautique et l'activité spatiale sont les épicycles de cette expérimentation. Les grands fournisseurs du Pentagone profitent de la protection du budget de l'État pour fabriquer des appareils vingt fois plus chers que leurs équivalents civils. Ils opèrent avec des sommes importantes, dans un secteur autonome par rapport aux restrictions de la concurrence sur le marché (Katz, 2003).

Ce modèle d'armement se développe au rythme des exportations. Les 48 grandes entreprises du complexe militaro-industriel assurent 64% de la production de guerre mondiale. Entre 2015 et 2019, le volume de leurs ventes a augmenté de 5,5% par rapport à la période quinquennale précédente et de 20% par rapport à la période 2005 – 2009.

Les dépenses militaires mondiales ont atteint en 2017 leur plus haut niveau depuis la fin de la guerre froide (1,74 trillion de dollars), les États-Unis étant en tête de toutes les transactions (Ferrari, 2020). Le premier pouvoir concentre la moitié des versements et parraine les cinq premières entreprises de cette activité.

Le protagonisme technologique nord-américain dépend de cette primauté internationale dans le secteur de la guerre. Le développement du capitalisme numérique au cours de la dernière décennie est passé par la fabrication militaire précédente et est en accord avec l'utilisation des armes dans le pays. Les États-Unis sont le principal marché pour les 12 milliards de balles fabriquées annuellement. La *National Rifle Association* fournit un soutien matériel et culturel pour que le Pentagone conserve sa position centrale.

Mais cette gravitation de l'économie de l'armement génère également de nombreuses adversités pour le système productif. Elle exige un volume de financement que le pays ne peut fournir avec ses propres ressources. L'écart est couvert par un déficit budgétaire et un endettement extérieur qui menacent le seigneurage du dollar.

Les États-Unis ont maintenu leur échafaudage militaire depuis l'après-guerre avec le grand tribut qu'ils ont imposé à leurs partenaires. Les alliés européens résistent actuellement à ce fardeau et ont déclenché une crise de financement de l'OTAN. Avec la disparition de l'Union soviétique, le Vieux Continent conteste l'utilité d'un dispositif que Washington utilise pour ses propres intérêts.

L'économie militaire américaine est basée sur un modèle de coûts élevés et de faible compétitivité. Le gendarme du capitalisme a longtemps été capable de forcer la subordination de ses rivaux non armés. Mais elle n'a plus la même marge de manœuvre pour gérer ses lourdes innovations militaires. D'autres pays mettent en œuvre les mêmes changements

technologiques avec des opérations moins coûteuses et plus efficaces dans le domaine civil.

Les dépenses de guerre ont une influence très contradictoire sur le cycle économique américain. Elle soutient le niveau d'activité lorsque l'État canalise les impôts vers la demande captive. Elle absorbe également les excédents de capital qui ne peuvent pas trouver d'investissements rentables dans d'autres branches. Mais dans les périodes difficiles, il augmente le déficit budgétaire et capte des portions de dépenses publiques qui pourraient être utilisées à de nombreuses fins productives. Dans ces moments-là, les revenus générés par les dépenses militaires pour la technologie et les exportations ne compensent pas la détérioration (et l'orientation néfaste) des ressources publiques.

DES GUERRES D'UN NOUVEAU GENRE

L'intervention extérieure actuelle des États-Unis recrée les anciens modèles d'action impériale. La conspiration demeure l'élément central de ces modèles. La vieille tradition de la CIA en matière de coups d'État contre des gouvernements progressistes est réapparue dans de nombreux cas.

Washington reprend également les « guerres par procuration », dans les domaines prioritaires pour agresser les nations crucifiées par le Département d'État (Chine, Russie, Iran, Corée du Nord, Venezuela) (Petras, 2018).

Mais l'échec de l'Irak a marqué un tournant dans les modalités d'intervention. Cette occupation a conduit à un grand échec en raison de la résistance rencontrée dans le pays et de l'incohérence même de l'opération. Ce fiasco a conduit au remplacement des invasions traditionnelles par une nouvelle variété de guerres hybrides (VVAA, 2019).

Dans ces incursions, les actions militaires ordinaires sont remplacées par un amalgame d'actions non conventionnelles, avec un poids plus important des forces paraétatiques et un recours croissant à la terreur. Ce type d'opération a prédominé dans les Balkans, en Syrie, au Yémen et en Libye (Korybko, 2020).

Dans ces cas, l'action impériale prend une connotation policière de harcèlement, qui privilégie la soumission à la victoire explicite sur les adversaires. Ces interventions élargissent les opérations que la [DEA](#) a perfectionnées dans sa lutte contre le trafic de drogue. Le contrôle du pays assiégé devient plus pertinent (ou réalisable) que sa défaite et

l'agression par la haute technologie occupe une place prépondérante (« guerres de la cinquième génération »).

Dans d'innombrables cas, la composante terroriste de ces actions a débordé le parcours conçu par la Maison Blanche, générant une séquence autonome d'actions destructrices. Ce manque de contrôle a été vérifié auprès des Talibans, initialement formés en Afghanistan pour harceler un gouvernement pro-soviétique. La même chose s'est produite avec les djihadistes, formés en Arabie Saoudite pour éroder les gouvernements laïques du monde arabe.

Par le biais de guerres hybrides, les États-Unis tentent de contrôler leurs rivaux, sans pour autant mener d'interventions guerrières. Il combine l'encercllement économique et la provocation terroriste avec la promotion de conflits ethniques, religieux ou nationaux dans les pays diabolisés. Elle favorise également la canalisation du mécontentement de la droite par des dirigeants autoritaires qui ont profité des « [révolutions de couleur](#) ». Ces opérations ont permis d'intégrer plusieurs pays d'Europe de l'Est dans l'encercllement de l'OTAN contre la Russie.

Les guerres hybrides comprennent des campagnes médiatiques plus pénétrantes que la vieille batterie d'après-guerre contre le communisme. Avec de nouveaux ennemis (terrorisme, islamistes, narcotrafiants), des menaces (États en déliquescence) et des dangers (expansionnisme chinois), Washington déploie ses campagnes, à travers un réseau étendu de fondations et d'ONG. Elle utilise également la guerre de l'information dans les réseaux sociaux.

Les agressions impériales comprennent une nouvelle variété de ressources. Il suffit d'observer ce qui s'est passé en Amérique du Sud avec l'opération mise en œuvre par plusieurs juges et médias contre des dirigeants progressistes ([lawfare](#)), pour mesurer l'ampleur de ces conspirations. Mais ces outrages provoquent des commotions sans précédent à d'innombrables niveaux.

DES SCÉNARIOS CHAOTIQUES

Pendant la première moitié du XXe siècle, des conflagrations à l'échelle industrielle ont eu lieu, avec des masses de personnes en uniforme exterminées par la machine de guerre. Dans ces guerres totales où les morts sont anonymes, l'enterrement aveugle des « soldats inconnus » s'est imposé (Traverso, 2019).

Au cours des dernières décennies, une autre modalité d'action avec un engagement décroissant des troupes sur les champs de bataille a prévalu. Les États-Unis ont perfectionné cette voie, par des bombardements aériens qui détruisent les villages sans la présence

directe des *marines*. Ce type d'intervention s'est imposé avec la généralisation des drones et des satellites.

De cette manière, l'impérialisme du 21^e siècle détruit ou balkanise les pays qui font obstacle à la résurgence de la domination étasunienne. L'augmentation du nombre de membres des Nations unies est un indicateur de cette refonte.

La population non armée a subi le poids des incursions qui ont dissous l'ancienne distinction entre combattants et civils. Seuls 5 % des victimes de la Première Guerre mondiale étaient des citoyens non inscrits sur la liste. Ce chiffre est passé à 66 % pendant la Seconde Guerre mondiale et se situe en moyenne entre 80 et 90 % dans les conflits actuels (Hobsbawm, 2007 : chap. 1).

Les opérations soutenues par le Pentagone ont définitivement balayé toutes les normes des Conventions de La Haye (1899 et 1907), qui distinguaient les personnels en uniforme des civils. La même dissolution se vérifie dans les conflits externes et internes de nombreux États. La frontière entre la paix et la guerre s'est estompée, augmentant les souffrances indescriptibles des réfugiés. L'agence qui calcule le nombre de ces sans-abri a enregistré un total de 79,5 millions de personnes déplacées de leurs foyers en 2019 (Unhcr-UNHCR, 2020).

Ce nombre monumental de réinstallations forcées illustre l'ampleur de la violence qui règne. Si les conflits n'atteignent pas l'ampleur du passé, leur impact sur les civils est proportionnellement plus important.

L'agression impériale enfreint systématiquement les frontières entre les pays. Elle impose un remodelage géographique qui contraste avec les lignes de démarcation rigides de la guerre froide. Ces lignes définissaient des champs de confrontation stricts et contenaient les populations dans leurs localités d'origine.

Les guerres actuelles accentuent les effets de la pression croissante de l'émigration vers les centres de l'hémisphère nord. La fuite de la guerre converge avec la fuite massive de la dévastation économique subie par plusieurs pays de la périphérie.

L'impérialisme étasunien est la cause principale des tragédies de guerre contemporaines. Elle fournit des armes, parraine les tensions raciales, religieuses ou ethniques et encourage les pratiques terroristes qui détruisent les pays touchés (Armanian, 2017).

Ce qui s'est passé dans le monde arabe illustre cette séquence. Sous les ordres des présidents successifs, les États-Unis ont mis en œuvre la démolition de l'Afghanistan (Reagan-Carter), de l'Irak (Bush) et de la

Syrie (Obama). Ces massacres ont fait 220.000 morts dans le premier pays, 650.000 dans le second et 250.000 dans le troisième. La désintégration sociale et le ressentiment politique générés par ces massacres ont déclenché à leur tour des attentats suicides dans les pays centraux. La terreur a conduit à des réponses aveugles de plus de terreur.

Les atrocités impériales ont sapé les objectifs mêmes de ces incursions. Pour déplacer Kadhafi, l'impérialisme a pulvérisé l'intégrité territoriale de la Libye et a démantelé le système tampon construit en Afrique du Nord pour contenir l'émigration vers l'Europe. Le pays est devenu un centre d'exploitation des migrants, géré par les mafias que l'Occident a financées pour prendre le contrôle de la Libye. Face à un tel gâchis, les anciens colonialistes ne conçoivent plus de nouvelles frontières formelles. Ils ne font qu'improviser des mécanismes pour contenir les réfugiés (Buxton ; Akkerman, 2018).

Le Pentagone a également déployé une cinquantaine de bases cachées en Afrique, tandis que les compagnies pétrolières occidentales contrôlent leurs champs pétrolifères au Nigeria, au Soudan et au Niger (Armanian, 2018). Cet appétit pour les ressources naturelles est à l'origine des tragédies survenues sur le continent noir. L'action impériale a incité les affrontements ethniques ancestraux à accroître sa gestion de ces ressources.

LA FRACTURE INTERNE

Le principal obstacle à la reconstitution impériale étasunienne est la rupture de la cohésion interne du pays. Cette fondation a soutenu pendant des décennies l'intervention de la première puissance dans le reste du monde. Mais le géant du Nord a subi un changement radical à la suite du revers économique, du clivage politique, des tensions raciales et de la nouvelle conformation ethnique de la population. L'uniformité culturelle qui a nourri le « rêve américain » s'est estompée et les États-Unis sont confrontés à une fracture sans précédent.

Ces divisions ont érodé les bases de l'ingérence étasunienne à l'étranger. Les opérations militaires n'ont plus le cachet du passé et ont été affectées par la fin de la conscription. Washington ne se lance plus dans ses incursions avec une armée de conscrits, et ne justifie pas non plus ces actions par des messages de loyauté aveugle au drapeau. Pour effectuer des opérations chirurgicales, elle opte pour un armement plus limité et plus précis. Elle donne la priorité à l'impact médiatique et à la limitation des pertes dans ses propres rangs.

La privatisation de la guerre synthétise ces tendances. [L'utilisation de mercenaires](#) et d'entrepreneurs qui négocient le prix de chaque massacre s'est généralisée. Cette forme de bellicisme sans implication de la population explique la perte d'intérêt général pour les actions impériales. Les guerres sans conscrits exigent des dépenses plus élevées, mais elles atténuent la résistance interne. Ils nous empêchent même de percevoir les échecs dans des territoires lointains (Irak, Afghanistan) comme des réels revers.

Mais la contrepartie de ce divorce est la difficulté impériale croissante à s'aventurer dans des projets plus ambitieux. Il est très difficile de retrouver le leadership mondial sans le soutien de segments importants de la population.

L'impérialisme d'après-guerre était basé sur une autorité officielle qui s'est dissipée. La fin de l'enrôlement massif a introduit un nouveau droit démocratique qui, paradoxalement, détériore la capacité de l'État américain à retrouver sa puissance impériale en déclin (Hobsbawm, 2007 : ch 5).

La privatisation de la guerre accentue, à son tour, les effets traumatisants du divorce entre les « gendarmes » et la population. Le traumatisme des vétérans d'Irak ou d'Afghanistan illustre cet effet. L'utilisation de mercenaires accroît également la militarisation interne et l'explosion de violence incontrôlable que provoque le port libre d'armes.

Cette séquence de corrosions prend une plus grande ampleur avec la canalisation du mécontentement social par la droite. Cette prise de pouvoir politique a été déclenchée par le parti TEA et s'est installée avec le Trumpisme.

La xénophobie, le chauvinisme et la suprématie blanche se sont répandus avec des discours racistes qui accusent les minorités, les migrants et les étrangers du déclin américain. Mais cette fureur nationaliste ne fait qu'approfondir la fracture interne, sans recréer la base sociale étendue que l'impérialisme américain a utilisée pour faire des incursions à l'étranger.

LES ÉCHECS DE TRUMP

Les quatre dernières années ont dressé un portrait catégorique de la tentative ratée des États-Unis de reprendre la domination impériale. Trump a donné la priorité à la recomposition de l'économie et a essayé d'utiliser la supériorité militaire du pays pour soutenir la relance de la production.

Avec ce soutien, il a dû faire face à des négociations étrangères très difficiles, afin d'étendre à l'avion commercial les avantages monétaires maintenus par le dollar. Il a promu les accords bilatéraux et remis en question le libre-échange pour profiter de la primauté financière de Wall Street et de la Réserve fédérale.

Trump a cherché à préserver la suprématie technologique en augmentant les demandes de collecte de la propriété intellectuelle. Avec ce contrôle de la financiarisation et du capitalisme numérique, il espérait forger un nouvel équilibre entre les secteurs mondialiste et américaniste de la classe dominante. Il a parié sur la combinaison de la protection locale et du commerce mondial.

Le milliardaire a donné la priorité à l'endiguement de la Chine. Il a dû mener une bataille brutale pour réduire le déficit commercial, afin de répéter l'asservissement imposé par Robald Reagan au Japon dans les années 1980. Il a également cherché à consolider ses avantages sur l'Europe, en profitant de l'existence d'un appareil d'État unifié, face à des concurrents transatlantiques qui ne sont pas en mesure d'étendre leur unification monétaire aux domaines fiscal et bancaire. Sous l'apparence d'un désordre improvisé, l'occupant de la Maison Blanche a conçu un ambitieux plan de relance américain (Katz, 2020).

Mais sa stratégie dépendait de l'aval des alliés (Australie, Arabie Saoudite, Israël), de la subordination des partenaires (Europe, Japon) et de la complaisance d'un adversaire (Russie) pour forcer la capitulation d'un autre (Chine). Le magnat n'a pas réussi à réaliser ces alignements et la relance américaine a échoué dès le départ.

La confrontation avec la Chine a été son principal échec. Les menaces n'ont pas intimidé le dragon asiatique, qui a accepté des achats plus importants et des exportations plus modestes, sans valider l'ouverture financière et le frein aux investissements technologiques. La Chine n'a pas adapté sa politique monétaire aux demandes d'un débiteur, qui a placé la majeure partie de ses titres dans des banques asiatiques.

Les partenaires des États-Unis ne se sont pas non plus résignés à faire des affaires avec le grand client asiatique. L'Europe ne s'est pas jointe à la confrontation avec la Chine et l'Angleterre a continué à jouer son propre jeu dans le monde. Pour couronner le tout, le géant de l'Est a accru ses échanges commerciaux avec tous les pays de l'hémisphère américain (Merino, 2020).

Trump n'a réussi qu'à induire un soulagement de la conjoncture, sans inverser le déséquilibre significatif de l'économie. Ce manque de résultats a été mis en évidence dans la crise qui a précipité la pandémie et dans sa propre éjection de la Maison Blanche.

Les mêmes adversités ont été vérifiées dans l'orbite géopolitique. Le magnat a tenté de neutraliser le lourd héritage des échecs militaires. Il est favorable à une gestion prudente des aventures de guerre face au fiasco de l'Irak, l'embourbement de Somalie et erreurs syriennes.

Afin de défaire les campagnes infructueuses de Bush, il a forcé le retrait des troupes dans les scénarios les plus exposés. Il a transféré les opérations à ses partenaires saoudiens et israéliens et a réduit le protagonisme des États-Unis. Il a soutenu l'annexion de la Cisjordanie et les massacres des Yéménites, mais n'a pas engagé le Pentagone dans une autre intervention. Il a renoncé aux *marines* de la crise libyenne, retiré les troupes de Syrie et abandonné les alliés kurdes. Dans ce domaine, il a approuvé la gravitation de la Turquie et a favorisé la prééminence de la Russie.

Trump a connu une fois de plus la même impuissance que ses prédécesseurs à contrôler la prolifération nucléaire. Cette incapacité à limiter la possession de bombes atomiques à un club restreint de puissances illustre les limites étasuniennes. Les États-Unis ne peuvent pas dicter le cours de la planète si un petit groupe de pays partage le pouvoir de chantage accordé par les armes nucléaires.

L'échec des pourparlers avec la Corée du Nord a confirmé les faiblesses de Washington. Kim a perfectionné la structure des missiles et a rejeté l'offre de désarmement en échange d'énergie ou de nourriture. Il sait que seul l'énergie nucléaire permet d'éviter que se répète dans son pays ce qui s'est passé en Irak, en Libye ou en Yougoslavie.

Cette préservation atomique est la carte contre un empire qui a imposé la division de la péninsule coréenne et rejette toute tentative de réunification. Les États-Unis opposent constamment leur veto aux avancées de la proposition russo-chinoise visant à arrêter la militarisation des deux parties (Gandásegui, 2017). Mais après plusieurs menaces, M. Trump a renoncé à ses fanfaronnades et a accepté la simple poursuite des pourparlers.

Une barrière très similaire a été rencontrée en Iran. Là aussi, la priorité impérialiste a été d'arrêter le développement nucléaire afin de garantir le monopole atomique régional d'Israël. Trump a rompu l'accord de désarmement signé par Obama et rendu viable grâce à la vérification internationale.

Le magnat a redoublé de provocations avec des embargos et des attaques. L'assassinat du général Soleimani a été le point culminant de cette agression. Il s'agissait d'un acte de terrorisme flagrant contre le chef de l'armée d'un pays qui n'a commis aucune agression contre les États-Unis. Mais ces crimes – suivis de l'élimination de plusieurs scientifiques

de haut rang – n’ont pas réussi à empêcher l’entrée progressive de l’Iran dans le club des pays à bouclier nucléaire.

Cette même diffusion de l’énergie nucléaire empêche Washington d’imposer son arbitrage dans d’autres conflits régionaux. Les tensions entre le Pakistan et l’Inde, par exemple, opposent deux armées dotées de ce type d’armement et donc capables de s’autonomiser de la tutelle impériale.

Trump a également échoué dans ses agressions contre le Venezuela. Il a promu tous les complots imaginables pour reprendre le contrôle de la principale réserve de pétrole de l’hémisphère et n’a pas réussi à briser le Chavisme. Ses menaces se heurtaient à l’impossibilité de répéter les anciennes interventions militaires en Amérique latine.

LA NOUVELLE STRATÉGIE DE RÉARMEMENT

Trump n’a pas simplement réarmé la présence militaire à l’étranger dans l’espoir de relancer l’économie. Il a augmenté de façon drastique le budget militaire pour écarter toute suggestion de retraite impériale effective. Ces dépenses sont passées de 580 milliards de dollars (2016) à 713 milliards de dollars (2020). Il a garanti des profits records aux fabricants de missiles et a testé une méga-bombe d’une portée sans précédent en Afghanistan.

Le magnat a relancé la guerre des étoiles et déchiré les traités de désarmement nucléaire. Il a également approuvé le passage à la « concurrence des grandes puissances » (GPC), qui remplace la « guerre mondiale contre le terrorisme » (GWOT). Cette évolution tend à remplacer l’identification, le suivi et la destruction des forces adverses dans les régions reculées d’Asie, d’Afrique ou du Moyen-Orient par un réarmement préparatoire à des conflits plus conventionnels. Avec ce changement, il a permis de clore le chapitre des incursions de Bush dans des régions éloignées, afin de reprendre la confrontation traditionnelle avec les ennemis du Pentagone (Klare 2020).

Dans cette optique, le magnat a complété les pressions commerciales exercées sur la Chine par un déploiement important de la flotte du Pacifique. Il a exigé la démilitarisation des récifs de la mer du Sud pour briser le bouclier défensif de son rival. Il a renforcé de manière drastique le mouvement de troupes initié par Obama du Moyen-Orient vers le continent asiatique.

La pression sur la Chine s’est accrue avec l’expansion de la marine et l’acquisition d’un nombre stupéfiant de navires et de sous-marins.

L'armée de l'air a été modernisée en tenant compte de toutes les innovations de l'intelligence artificielle et de l'entraînement à la cyberguerre.

Afin d'être hostile à la Chine, Trump a renforcé le bloc forgé avec l'Inde, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud (Quad). Cet alignement militaire présuppose que d'éventuels affrontements avec Pékin auront lieu dans les océans Pacifique et Indien. Un conseiller bien connu du Département d'État situe l'issue de la confrontation sino-américaine dans cette région (Mearsheimer, 2020).

La stratégie vis-à-vis de la Russie a été plus prudente et adaptée à la tentative initiale d'attirer Poutine dans un accord contre Xi Jin Ping. De l'échec de cette opération sont nées les initiatives visant à rééquiper les armées terrestres sur le continent européen. La Maison Blanche a poursuivi son travail de cooptation militaire des pays limitrophes de la Russie et a étendu le réseau de missiles de l'OTAN des républiques baltes et de la Pologne à la Roumanie.

Avec cette nouvelle stratégie, le déploiement des armes nucléaires a repris son ancienne centralité. M. Trump a approuvé le développement de munitions atomiques basées sur des ogives à portée étroite et des missiles balistiques lancés par la mer. La première série de ces bombes a déjà été fabriquée et livrée au haut commandement.

Afin de débarrasser ces engins fulgurants, Trump a rompu les traités de rationalisation nucléaire conclus en 1987. Il a mis fin au mécanisme consistant à rendre la destruction d'armes obsolètes compatible avec la Russie. Il a également parrainé le premier essai d'un missile à moyenne portée depuis la fin de la guerre froide.

La nouvelle stratégie de guerre explique la demande brutale d'un financement européen plus important de l'OTAN. Avec l'attitude d'un tyran, le magnat nous a rappelé que l'Occident doit payer pour l'aide fournie par les États-Unis. Cette demande a généré la plus grande tension transatlantique depuis l'après-guerre.

Trump a cherché à entraîner ses alliés dans des conflits avec la Chine et la Russie, qui savent les affaires du Vieux Continent. Dans cette région, il y a une sérieuse résistance à la militarisation promue par les États-Unis. Mais le capitalisme européen n'a pas pu s'émanciper de la tutelle militaire américaine et c'est pourquoi il a accompagné les incursions en Irak et en Ukraine. Il rejette la demande d'augmentation des dépenses de l'OTAN, mais sans rompre sa subordination à Washington.

L'alter-impérialisme européen conçoit son propre système de défense en étroite relation avec le Pentagone et pour cette raison, il ne parvient pas à

consommer l'unification de sa propre armée. Il y a un divorce entre la suprématie militaire de la France et la puissance économique de l'Allemagne qui empêche la concrétisation de cette initiative (Serfati, 2018).

Trump ne parvient pas à soumettre l'Europe, mais ses interlocuteurs à Bruxelles, Paris et Berlin n'ont toujours pas de boussole propre. Ce manque de définition a accru la capacité de la Russie à contenir la recomposition impériale américaine. Poutine a renforcé la digue défensive qu'il avait établie avec Xi Jinping et est sorti haut la main du bras de fer géopolitique en Syrie, en Crimée et dans le Haut-Karabakh. Le fossé entre ces résultats et la désintégration qui prévalait à l'époque d'Eltsine est très visible.

Comme la Chine ne se dispute pas avec la même frontalité géopolitique, ses réalisations sont moins visibles, mais elle affiche des résultats économiques impressionnants dans sa lutte avec les États-Unis. Le mandat du milliardaire dépeignait l'incapacité de l'Amérique à retrouver la primauté impériale.

L'ASSAUT DU CAPITOLE

Trump se retire avec une aventure qui dépeint l'ampleur de la crise politique américaine. L'invasion du Congrès n'a pas été un acte impromptu. Auparavant, les groupes d'extrême droite ont diffusé le plan, financé des voyages, réservé des hôtels et transporté des armes. À l'intérieur du bâtiment, ils ont suivi les voies d'accès aux bureaux indiqués par les complices du Congrès.

La police a créé une zone libre et a assuré la présence des assaillants pendant des heures. Si un groupe d'Afro-Américains avait tenté une telle action, ils auraient été abattus à vue. Des manifestations pacifiques au même endroit ont pris fin ces dernières années avec des centaines de blessés et d'arrestations.

Trump a participé directement à l'émeute. Il a été l'instigateur des manifestations, a communiqué avec leurs dirigeants et s'est engagé à les soutenir. Le but de l'action était de faire pression sur les membres républicains du Congrès qui remettaient en question la mise en accusation de l'élection. Cette pression comprenait des menaces pour les forcer à suivre les instructions présidentielles. Avec la provocation au Capitole, le magnat a tenté de soutenir son absurde affirmation de fraude. Il a réussi à maintenir la loyauté d'une centaine de législateurs et à retarder l'expulsion, mais il a fini par abandonner le jeu et par condamner les occupants.

Cette incursion était aussi surréaliste que les spécimens qui l'ont perpétré. Le groupe d'hallucinateurs représenté sur les canapés du Congrès ressemblait à une bande dessinée de fiction télévisée. Mais l'acte bizarre qu'ils ont consommé n'efface pas l'empreinte fasciste de l'opération.

Tous les excités qui ont participé à la saisie sont membres de milices suprémacistes. Ils agissent dans des sectes fanatiques (QAnon Shaman) ou font référence à la députée qui a gagné son mandat avec le symbole de la mitrailleuse (Marjorie Taylor Greene). Les gendarmes qui ont ouvert les portes du Congrès participent à ces organisations d'extrême droite.

Les groupes paramilitaires comptent 50.000 membres bien équipés. Ils sont spécialisés dans les attaques contre les jeunes ou les manifestations démocratiques et, il y a quelques mois, ils ont effectué une répétition de l'agression devant le Parlement du Michigan. Un quart de ces milices sont composées de soldats ou de policiers et cette affiliation a été confirmée avec la liste des personnes arrêtées lors de l'attaque du Capitole.

La forte présence militaire dans les pelotons fascistes a obligé deux déclarations du haut commandement, rejetant l'implication des forces armées dans les aventures Trumpistes. Dix anciens secrétaires à la défense ont signé cet avertissement et le FBI a organisé la cérémonie de nomination de Joe Biden avec une opération sans précédent pour démanteler d'éventuelles attaques. Après de nombreuses années de libre circulation et de prédication, les groupes fascistes sont devenus la principale menace terroriste. Les suprémacistes (et non les héritiers de Ben Laden) sont désignés comme le grand danger en devenir. Contrairement aux Twin Towers, l'ennemi est cette fois-ci interne.

Ces groupes sont soutenus par une base sociale raciste qui a actualisé les emblèmes néo-confédérés. Ils reprennent les vagues périodiques de réaction contre les conquêtes démocratiques. Dans le passé, ils ont exécuté des esclaves libérés ou attaqué les droits civils. Aujourd'hui, ils rejettent l'intégration raciale, le multiculturalisme et la discrimination positive.

Les Afro-Américains restent la principale cible du ressentiment qui s'étend aux immigrants. C'est pourquoi la contestation du résultat de l'élection anti-Trump a été si intense dans les États où les électeurs sont noirs et latinos. Les extrémistes évangéliques ajoutent leur croisade contre l'avortement et le féminisme à la campagne ultra-conservatrice.

L'assaut du Capitole n'était pas l'antithèse de la réalité étasunienne imaginée par Biden. Il exprime l'état de détresse du système politique et complète toutes les anomalies qui ont fait surface pendant l'élection.

L'irruption de fascistes armés au Congrès n'est pas sans rapport avec le système électoral antidémocratique que dicte la ploutocratie au pouvoir.

Les tentatives de coup d'État étaient le seul ingrédient manquant dans ce dispositif infâme. Les hordes de Trump ont comblé ce vide, enterrant tout le mépris envers des régimes politiques d'Amérique latine. Cette fois, l'épisode typique des républiques bananières se situe à Washington. Les bandits n'ont pas pris d'assaut le Parlement du Honduras, de la Bolivie ou du Salvador. L'opération exportée par le Département d'État et organisée par l'ambassade étasunienne a été mise en œuvre chez eux.

Les conséquences politiques de cet épisode sont incommensurables. Ils affectent directement la capacité d'intervention impériale. L'OEA devra réinventer ses scénarios pour condamner les « violations des institutions démocratiques » dans les pays qui ne font qu'imiter ce qui s'est passé à Washington. Elle devra également expliquer pourquoi les dirigeants républicains et démocrates ont toléré cette incursion sans aucune représailles énergiques contre les responsables.

Les effets plus durables sont encore nébuleux, mais les comparaisons faites avec la prise de Rome par les barbares ou avec les marches de Mussolini illustrent la gravité de ce qui s'est passé. Plusieurs historiens estiment que le pays est confronté à la plus grande confrontation interne depuis la guerre civile du XIXe siècle.

Dans l'avenir immédiat, deux scénarios opposés de déclin ou de résurgence de Trump se dessinent. Les exposants de la première prévision soulignent que l'aventure du coup d'État a accentué une détérioration déjà subie par le magnat, en conséquence de la pandémie et de la défaite électorale (PSL, 2021 ; Naím, 2021). Il a échappé à la mise en accusation (25e amendement), mais pas à une mise en accusation qui pourrait le disqualifier à l'avenir. Il a fait ses adieux avec la défection des fonctionnaires, le rejet des membres républicains du Congrès et une complaisance honteuse de ses complices. La cérémonie militarisée de remise des pouvoirs a découragé les marches prévues pour soutenir son administration.

Trump a été abandonné par les secteurs de la finance et de l'industrie qui ont financé sa campagne, et l'establishment technologique l'a répudié en supprimant ses comptes Twitter et Facebook. L'establishment craint les effets incontrôlables des mesures prises par l'ancien président. Si le déclin de Trump est corroboré, l'assaut du Capitole restera dans les mémoires comme le « [Tejerazo](#) » de l'Espagne en 1981 (la dernière tentative ratée de Franco pour conserver le pouvoir).

Mais une bibliothèque d'analystes opposés à cette thèse estime que ce qui s'est passé ne modifiera pas l'insertion politique solide du Trumpisme (Vandepitte, 2021 ; Farber, 2021 ; Post, 2020). Le milliardaire a une base sociale qui a rassemblé 47% des électeurs et a soumis le parti républicain à sa direction. De nombreux législateurs ont répété sa fable de la fraude électorale, avec la folle addition qu'elle a été perpétrée par un groupe fantomatique de gauche (Antifas).

Ce point de vue postule que le Trumpisme s'est consolidé au sein de la structure de l'État (gendarmes, juges, fonctionnaires) et pourrait construire une troisième formation pour contester le bipartisme, s'il ne parvient pas à dompter le chaudron républicain. La disqualification de Trump serait contrecarrée par la prédominance de ses enfants ou d'un autre successeur. Et l'animosité des financiers serait compensée par d'autres contributeurs.

Mais les deux options de la chute ou de la persistance du Trumpisme ne dépendent pas seulement du comportement des élites et des réalignements républicains. On attend toujours la réaction au pôle opposé des jeunes, précaires, afro-américains, féministes et latinos, qui avant la période électorale ont occupé les rues avec d'énormes manifestations. Si ces voix reprennent leur place – avec l'exigence de démocratiser le système électoral – l'avenir du magnat se décidera dans un autre scénario.

CONTINUITÉS ET POINTS D'INTERROGATION

Le départ de Trump atténuera la rhétorique impériale, mais pas l'intensité de l'agression étasunienne. En recourant davantage à la diplomatie et à l'hypocrisie, Joe Biden partage les politiques d'État de son prédécesseur.

Les deux partis de l'establishment se sont alterné dans la gestion des structures qui soutiennent la prééminence militaire de la première puissance. Les preuves de ce bellicisme partagé sont innombrables. Les démocrates n'ont pas seulement été à l'origine des grandes guerres de Corée et du Vietnam. Clinton et Obama ont tous deux autorisé plus d'incursions étrangères que Trump, et en 2002, Joe Biden lui-même a soutenu l'invasion de l'Irak, a supervisé l'intervention en Libye et a approuvé le coup d'État au Honduras (Luzzani, 2020).

L'appareil impérial américain est basé sur un système politique antidémocratique, qui garantit la répartition périodique des fonctions publiques entre les deux formations traditionnelles. Lors des dernières élections, le fonctionnement de ces mécanismes de manipulation a été particulièrement visible. Aux États-Unis, le principe élémentaire « une personne, un vote » ne fonctionne pas. Il n'existe pas non plus de liste

électorale fédérale ni d'autorité électorale unique. Vous devez vous inscrire et le gagnant de chaque État obtient tous les électeurs.

La ploutocratie qui gère ce système assure sa continuité avec les énormes dépenses de campagne fournies par les grandes entreprises (10,8 milliards de dollars en 2020). Les 50 Américains les plus riches – qui possèdent une richesse équivalente à la moitié des habitants du pays – sont assurés de contrôler le régime. C'est sur cette base que sont définies les stratégies impériales utilisées par la première puissance pour dicter au reste du monde les leçons de la démocratie.

Joe Biden s'apprête à reprendre la politique étrangère traditionnelle entachée par les débordements de son prédécesseur. Dans ce domaine, il tentera le même retour à la « normalité » qu'il promet dans la sphère domestique. Les médias accompagneront ce maquillage.

Le nouvel habitant de la Maison Blanche soutient le néolibéralisme avec quelques touches de progressisme dans l'agenda des minorités, du féminisme et du changement climatique. Ce même mélange sera appliqué dans l'arène étrangère, en entourant les lignes directrices de base de l'empire de plus d'ornements de rhétorique amicale. Cette ligne a été suggérée par les conseillers traditionnels du Département d'État (Nye, 2020). Biden mettra en œuvre cette combinaison en s'appuyant sur sa longue expérience d'un demi-siècle dans les interstices de Washington.

Il a déjà placé la même équipe de fonctionnaires d'Obama à des postes clés de la politique étrangère. Mais il ne pourra pas se contenter de répéter le mondialisme multilatéral de cette administration. Avec l'accord de libre-échange transpacifique (TTP) et l'accord de libre-échange transatlantique (TTIP), Obama a promu un réseau d'alliances asiatiques pour encercler la Chine et un réseau d'accords avec l'Europe pour isoler la Russie. Aucun de ces accords n'a pu se concrétiser, avant d'être brutalement enterré par le bilatéralisme mercantiliste de Donald Trump. Il est très peu probable que Joe Biden puisse reprendre le cours précédent, en tant que pilier économique de sa stratégie impériale.

Pour commander les méga-transactions commerciales avec l'Europe et l'Asie, il faut une économie très efficace que les États-Unis ne gèrent plus. Le dollar, la haute technologie et le Pentagone ne suffisent pas. Même dans l'hémisphère étasunien lui-même, la première puissance n'a pas réussi à mettre en place une stratégie de libre-échange. Elle n'a fait que consolider le T-MEC avec le Mexique, sans réinstaller aucune variante de l'ALCA dans le reste de la région.

D'autre part, la crise de la mondialisation persiste et les sermons de Trump pour affronter ses adversaires commerciaux ont fait impression

sur l'électorat. Il existe un fort courant d'opinion hostile au mondialisme traditionnel des élites côtières. À ce malaise s'ajoutent le Grand Confinement généré par la pandémie et la paralysie sans précédent des transports et du commerce international. La confluence des obstacles à la reprise du multilatéralisme est très significative.

Joe Biden devra concevoir un nouveau pilier pour son agenda extérieur avec un équilibre différent entre les américanistes et les mondialistes. De la même manière que Trump s'est distancé de l'interventionnisme de Bush, Biden devra essayer un cocktail plus éloigné du format traditionnel des démocrates.

Ses premiers pas viseront à reconstruire les relations traditionnelles avec les alliés de l'OTAN. Il tentera de panser les plaies laissées par son prédécesseur, en reprenant des projets pour faire face au changement climatique (Accord de Paris). Il cherchera à « décarboniser » le secteur de l'électricité en encourageant les énergies renouvelables et en donnant un coup de pouce aux voitures électriques. Mais ces initiatives ne résolvent pas le grand dilemme de la stratégie vis-à-vis de la Chine.

Dans ce domaine, les signes de continuité sont nombreux. Joe Biden va intensifier la pression pour créer une OTAN de l'Inde-Pacifique (Dohert, 2020). L'Australie a déjà décidé de participer à des exercices navals avec le Japon et de devenir le grand porte-avions régional du Pentagone. Dans le même temps, Taïwan a reçu un nouvel armement aérien et l'Inde donne des signes d'approbation au harcèlement en mer de Chine (Donnet, 2020).

Le nouveau président tentera d'intégrer l'Europe dans cette campagne. Il s'apprête à panser les plaies laissées par Trump, profitant du nouveau climat d'adversité envers la Chine qui se dessine parmi les élites du Vieux Continent. L'Union européenne a désigné le géant de l'Est comme un « concurrent stratégique » et les gouvernements allemand, français et anglais négocient le veto de *Huawei* dans leurs réseaux 5G. Macron vient de nommer un représentant français au sein du quatuor de guerre formé par le Pentagone en Asie (Quad).

Mais personne ne sait encore comment l'OTAN sera financée et la liste des questions en conflit avec le Vieux Continent est très longue. Il comprend la position américaine sur Brexit et une définition du projet Trumpist pour un accord de libre-échange anglo-américain. La position du Département d'État sur le gazoduc qui reliera l'Allemagne à la Russie est également toujours en suspens.

Joe Biden adhère au fanatisme pro-israélien de son prédécesseur, mais l'Europe est favorable à un contrepoids plus équilibré avec le monde arabe. Elle devra décider si elle maintient la pression de guerre sur l'Iran

ou, au contraire, si elle rétablit le traité nucléaire que les entreprises allemandes et françaises promeuvent.

Ces définitions auront un impact sur la stratégie de guerre de Biden. Il devra choisir entre le retrait des troupes qui a caractérisé Trump ou l'interventionnisme que Obama-Clinton a favorisé. Une autre définition importante est celle qui sous-tend les guerres hybrides ou le réarmement en cas de conflagrations majeures. Mais dans chacune de ces variantes, il est prêt à insister sur le projet impérial de relance des Etats-Unis.

LES BLOCAGES IDÉOLOGIQUES

Joe Biden est susceptible de prendre la bannière des droits de l'homme comme justification de la politique impériale. Cette couverture a traditionnellement été utilisée pour masquer les agents interventionnistes. Donald Trump a abandonné ces messages et a simplement opté pour des affirmations absurdes sans prétention de crédibilité.

La pression sur la Chine que Biden envisage comprendra sûrement une allusion au manque de démocratie. Dans ce cas, il diffusera des condamnations des mêmes outrages que ceux qui sont perpétrés dans les pays associés à la première puissance. Ce qui est réduit au silence sur l'Arabie Saoudite, la Colombie ou Israël occuperait la première page des interrogatoires sur Pékin.

Biden remplacera les accusations grossières de concurrence déloyale ou de fabrication du coronavirus par des critiques sur l'absence de liberté d'expression et de réunion. Peut-être voudrait-il également souligner la responsabilité de la Chine dans la dégradation de l'environnement, afin d'attirer un complice européen servile.

Mais il ne sera pas facile d'inscrire la Chine sur la liste des pays touchés par la tyrannie. L'impérialisme des droits de l'homme a généralement contribué à la tutelle des petites (ou moyennes) nations. Dans de tels cas, l'inopérabilité d'un « État en déliquescence » et le besoin d'aide humanitaire qui en découle sont mis en évidence. Cette couverture a été utilisée en Somalie, en Haïti, en Serbie, en Irak, en Afghanistan ou en Libye.

Les envahisseurs n'expliquent jamais la sélectivité de ce parrainage. Ils excluent d'innombrables pays soumis aux mêmes anomalies. De plus, ils disqualifient la population « sauvée » en la présentant comme une multitude incapable de gérer son propre destin.

L'endiguement des massacres résultant d'affrontements ethniques, religieux ou tribaux a été un autre prétexte d'intervention. Il a été utilisé en Afrique et dans les Balkans, en invoquant la nécessité de contenir les tueries entre populations rivales. Dans ces cas également, on a supposé que seule une force armée étrangère pouvait pacifier les peuples en guerre.

Mais ce patronage impérial contraste avec l'incapacité fréquente d'arbitrer leurs propres conflits internes. Personne ne suggère une médiation externe pour résoudre ces tensions. L'essence de l'impérialisme réside précisément dans le droit auto-attribué d'intervenir dans un autre pays, d'administrer les problèmes qui sont gérés chez soi sans aucune ingérence étrangère.

Il en va de même pour la poursuite des coupables. Les accusés des pays périphériques sont soumis aux normes du droit international qui ne s'appliquent pas à leurs homologues du Premier Monde. Milosevic peut être traduit devant un tribunal, mais Kissinger est invariablement exempté de ce malheur.

Par ce comportement, les États-Unis actualisent l'hypocrisie héritée de la Grande-Bretagne. Au XIXe siècle, la flotte britannique a harcelé la traite internationale des esclaves avec des arguments libertaires qui dissimulaient son objectif de contrôle de l'ensemble du transport maritime. Washington a recours à une bannière similaire et oublie les désastres monumentaux que les puissances autoproclamées génèrent en tant que sauveurs de l'humanité. De telles interventions tendent à aggraver les scénarios qu'elles ont promis de réparer.

Si Biden tente de revenir à ce vieux scénario libéral, il augmentera la perte de crédibilité qui affecte actuellement les États-Unis. Le discours officiel sur les droits de l'homme est épuisé. C'était la grande bannière de la Seconde Guerre mondiale et elle a perdu de sa consistance pendant le maccarthysme. Il a réapparu avec l'implosion de l'URSS, mais a été une fois de plus ébranlé par les outrages de Bush et les complicités d'Obama.

Il en va de même pour la bannière de la démocratie qui, dans la variante impériale américaine, a toujours combiné universalisme et exceptionnalité. Le premier pilier justifiait le rôle missionnaire providentiel du premier pouvoir et le second le retrait isolationniste périodique.

La mythologie cultivée par Washington mélange un appel au protagonisme planétaire (« le monde est destiné à nous suivre ») avec des messages de protection de son propre territoire (« n'impliquez pas le pays dans les causes des autres »). De ce mélange est née l'image des États-Unis comme une force militaire active, mais soumise à des

opérations demandées, payées ou suppliées par le reste du monde (Anderson, 2016).

Les facettes interventionnistes et isolationnistes ont toujours eu des bases divergentes dans les mystifications des élites côtières et les préjugés de l'intérieur américain. Les deux courants se sont complétés, ont fusionné et se sont à nouveau fracturés. Ce contrepoint a été actualisé par les mondialistes contre les américanistes et maintenant par Biden contre Trump.

Mais les deux parties sont soutenues par la même obsession immémoriale de la sécurité, dans un pays curieusement privilégié par la protection géographique. La crainte d'une agression extérieure a atteint des sommets de paranoïa lors des tensions avec l'URSS et a refait surface sous forme de vagues de panique irrationnelle lors de la récente « guerre contre le terrorisme ».

L'idéologie impériale américaine est confrontée aux mêmes difficultés que la vision du monde américaniste. Tous deux glorifient les valeurs du capitalisme, pondèrent l'individualisme, idéalisent la concurrence, glorifient le profit, mystifient le risque, louent l'enrichissement et justifient l'inégalité.

Ces principes fondamentaux ont consolidé l'hégémonie américaine d'après-guerre et ont permis une certaine survie supplémentaire sous le néolibéralisme. Mais ils ne sont plus soutenus par la primauté économique américaine et ont été transformés par leur reconversion en idéaux d'autres classes capitalistes dans le monde. Les mythes américains n'ont pas la prééminence du passé (Boron, 2019).

Dans la seconde moitié du XXe siècle, l'impérialisme américain a complété la coercition par une idéologie qui a conquis la prééminence dans la langue et la culture. Cette influence persiste, mais avec des modalités plus autonomes de la matrice étasunienne et les tentatives de recomposition impériale doivent tenir compte de ce fait. La crise à long terme – que nous analyserons dans notre prochain texte – détermine des tensions insolubles à de multiples niveaux.